



Le territoire de la décroissance

Serge Latouche, 2007, publié par Ecorev (<http://ecorev.org>)

Si la terre devait perdre la plus grande partie de sa beauté en raison des dommages provoqués par une croissance illimitée de la richesse et de la population (...) Alors je souhaite sincèrement, pour le bien de la postérité, qu'on se contente de rester là où l'on est dans les conditions actuelles, avant que nous soyons contraints de le faire par nécessité.
John Stuart Mill [1]

Le thème de la décroissance a fait en quelques mois une percée politique et médiatique remarquable. Ce n'est plus un sujet tabou. Il est devenu un objet de débat chez les Verts [2], bien sûr, dans la Confédération paysanne [3] (ce qui n'est pas très étonnant), au sein du mouvement dit altermondialiste [4], et même d'un public beaucoup plus vaste. La décroissance s'est invitée dans le débat électoral national italien à l'occasion des élections de 2006 [5].

Elle est aussi au cœur des contestations, de plus en plus vives régionalement et localement, des "grands projets". En Italie, les résistances se multiplient : dans le val de Susa contre le TGV Lyon-Turin avec son tunnel monstrueux, contre le Mégapont sur le détroit de Messine, Le Mosé dans la lagune de Venise, les incinérateurs (à Trento et ailleurs), la centrale électrique à charbon de Civitavecchia, etc. En France, la résistance aux "grands" projets, centrales thermiques à charbon, projet Iter, grandes infrastructures de transport a plus de mal à se coordonner et à se développer, du fait de notre centralisation et du pouvoir administratif, mais ça commence [6].

Un peu partout en France et en Italie, des groupes décroissance se constituent spontanément, organisent des marches, mettent en place des réseaux. La démarche "décroissante" inspire par ailleurs des comportements individuels et collectifs comme ceux qui entendent vivre selon un "bilan de justice", c'est-à-dire une empreinte écologique équitable (1300 familles dans le seul Veneto), les écovillages, les AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) en France, les GAS (Groupe d'acheteurs solidaires) en Italie, etc. L'apparition de cet "ovni" dans le microcosme politique a mis les médias en ébullition. Journaux, radios, et même télévisions s'en sont mêlés. Si certains ont fait un effort sérieux d'information [7], beaucoup se sont déterminés pour ou contre, sans trop s'informer et le plus souvent en déformant les rares analyses disponibles. Qu'y a-t-il derrière ce "nouveau concept" ? Est-il soluble dans le développement durable ? D'où provient-il ? Pourquoi serait-il nécessaire ?

Qu'est-ce que la décroissance ?

La décroissance est un slogan politique à implications théoriques, un "mot-obus" dit Paul Ariès, qui vise à casser la langue de bois des drogués du productivisme [8]. Le contraire d'une idée perverse ne produisant pas nécessairement une idée vertueuse, il ne s'agit pas de préconiser la décroissance pour la décroissance. Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche du profit par les détenteurs du capital et dont les conséquences sont désastreuses pour l'humanité et pour l'environnement. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance [9]. On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de

l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. Cette régression sociale et civilisationnelle est précisément ce qui nous guette si nous ne changeons pas de trajectoire. La décroissance n'est envisageable que dans une "société de décroissance", c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique. L'alternative est donc bien : décroissance ou barbarie !

En toute rigueur, il conviendrait de parler au niveau théorique d'"a-croissance", comme on parle d'a-théisme, plus que de dé-croissance. C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une foi ou d'une religion (celle de l'économie, du progrès et du développement), du rejet du culte irrationnel et quasi idolâtre de la croissance pour la croissance qu'il s'agit.

Au départ, la décroissance est donc simplement une bannière derrière laquelle se regroupent ceux qui ont procédé à une critique radicale du développement [10] et veulent dessiner les contours d'un projet alternatif pour une politique de l'après-développement [11]. Il s'agit d'une proposition nécessaire pour rouvrir l'espace de l'inventivité et de la créativité de l'imaginaire bloqué par le totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste.

Les deux sources de la décroissance

Ce terme de "décroissance" est donc d'un usage très récent dans le débat économique, politique et social, même si l'origine des idées qu'il véhicule a une histoire plus ou moins ancienne, liée à la critique culturaliste de l'économie d'une part et à sa critique écologiste d'autre part. Dès ses débuts, la société "thermo-industrielle" a engendré tant de souffrances et d'injustices qu'elle n'apparaissait pas souhaitable à beaucoup. Le fondement anthropologique de l'économie comme théorie et comme pratique, l'*homo oeconomicus*, est dénoncé comme réducteur par toutes les sciences de l'homme [12]. La base théorique et la mise en oeuvre pratique (la société moderne) est mise en question par la sociologie de Durkheim et Mauss, l'anthropologie de Polanyi et Salhins, la psychanalyse de Eric Fromm ou Gregory Bateson. Le projet d'une société autonome et économe que recouvre le slogan de la décroissance, en effet, n'est pas né d'hier. Sans remonter à certaines utopies du premier socialisme, ni à la tradition anarchiste renouée par le situationnisme, il a été formulé sous une forme proche de la nôtre dès la fin des années soixante par André Gorz, François Partant, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Cornélius Castoriadis, mais surtout par Ivan Illich. L'échec du développement au Sud et la perte des repères au Nord amenaient ces penseurs à remettre en question la société de consommation et ses bases imaginaires, le progrès, la science et la technique.

Cette critique a débouché sur la recherche d'un "après-développement". La prise de conscience de la crise de l'environnement qui se produit dans le même temps, apporte une dimension nouvelle : à savoir que la société de croissance non seulement n'est pas souhaitable, mais encore qu'elle n'est pas soutenable !

Si l'intuition des limites physiques de la croissance économique remonte sans doute à Malthus, elle ne trouve son fondement scientifique qu'avec Sadi Carnot et sa deuxième loi de la thermodynamique. En effet, le fait que les transformations de l'énergie en ses différentes formes (chaleur, mouvement, etc.) ne soient pas totalement réversibles, et que l'on se heurte au phénomène de l'entropie ne peut pas avoir de conséquences sur l'économie qui repose sur ces transformations. Cependant, c'est seulement dans les années 70 du XXe siècle que la question écologique au sein de l'économie a été développée. Cela résulte surtout du travail du grand savant et économiste roumain Nicolas Georgescu Roegen. Il tire les implications bio-économiques de la loi de l'Entropie, déjà pressenties dans les années 40-50 par Lotka, Schrödinger, Norbert Wiener ou Léon Brillouin [13]. En adoptant le modèle de la mécanique classique newtonienne, note Nicolas Georgescu Roegen, l'économie exclut l'irréversibilité du temps. Elle ignore donc l'entropie, c'est-à-dire la non réversibilité des transformations de l'énergie et de la matière. Ainsi, les déchets et la pollution, pourtant produits par l'activité économique, n'entrent pas dans les fonctions de production standard. En éliminant la terre de celles-ci, vers 1880, l'ultime lien avec la nature se trouvait rompu. Toute référence à un quelconque substrat biophysique ayant disparu, la production économique telle qu'elle est conçue par la plupart des théoriciens néo-classiques ne semble confrontée à aucune limite écologique. La conséquence en est un gaspillage inconscient des ressources rares disponibles et une sous-utilisation du flux abondant d'énergie solaire. Comme le dit Yves Cochet : "La théorie économique néo-classique contemporaine masque sous une élégance mathématique son indifférence aux lois fondamentales de la biologie, de la chimie et de la physique, notamment celles de la thermodynamique" [14]. Elle est un non-sens écologique [15]. Bref, le processus économique réel, à la différence du modèle théorique, n'est pas un processus purement mécanique et réversible ; il est donc de nature entropique. Il se déroule dans une biosphère qui fonctionne dans un temps fléchi [16]. De là découle, pour Nicolas Georgescu Roegen, l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini et la nécessité de faire une bioéconomie, c'est-à-dire de penser l'économie au sein de la biosphère. C'est ainsi que le terme "décroissance" a été utilisé en français pour intituler un recueil de ses essais [17].

L'addiction à la croissance

Notre société a lié son destin à une organisation fondée sur l'accumulation illimitée. Ce système est condamné à la croissance. Dès que la croissance se ralentit ou s'arrête, c'est la crise, voire la panique. On retrouve le "accumulez ! accumulez ! C'est la loi et les prophètes !" du vieux Marx. Cette nécessité fait de la croissance un cercle infernal. L'emploi, le paiement des retraites, le renouvellement des dépenses publiques (éducation, sécurité, justice, culture, transports, santé, etc.) supposent l'augmentation constante du produit intérieur.

Trois ingrédients sont nécessaires pour que la société de consommation puisse poursuivre sa ronde diabolique : la publicité qui crée le désir de consommer, le crédit qui en donne les moyens, et l'obsolescence accélérée programmée qui en renouvelle la nécessité. Ces trois ressorts de la société

de croissance sont de véritables "pousse-au-crime".

La publicité nous fait désirer ce que nous n'avons pas et mépriser ce dont nous jouissons déjà. Elle crée et recrée l'insatisfaction et la tension du désir frustré. Élément essentiel du cercle vicieux et suicidaire de la croissance sans limite, elle constitue le deuxième budget mondial après l'armement. Elle est incroyablement vorace : 103 milliards d'euros aux États-Unis en 2003, 15 en France. En 2004, les entreprises françaises ont investi 31,2 milliards d'euros pour leur communication (soit 2% du PIB et 3 fois le déficit de la sécu !). Au total plus de 500 milliards de dépenses annuelles. Montant colossal mais de pollution matérielle, visuelle, auditive, mentale et spirituelle ! Le système publicitaire "s'empare de la rue, envahit l'espace collectif – en le défigurant – s'approprie tout ce qui a vocation publique, les routes, les villes, les moyens de transport, les gares, les stades, les plages, les fêtes" [18]. Ce sont des émissions "saucissonnées", des enfants manipulés et perturbés (car elle vise d'abord les plus faibles), des forêts détruites (40 kg annuels de papiers dans nos boîtes aux lettres). Et, au final, les consommateurs paient l'addition, soit 500 euros par an et par personne.

L'usage de la monnaie et du crédit, de son côté, nécessaire pour faire consommer ceux dont les revenus ne sont pas suffisants et permettre aux entrepreneurs d'investir sans disposer du capital nécessaire, est un puissant "dictateur" de croissance, en particulier pour le Sud. Cette logique "diabolique" de l'argent qui réclame toujours plus d'argent, n'est autre que celle du capital. On est en face de ce que Giorgio Ruffolo appelle joliment "le terrorisme de l'intérêt composé" [19]. Quel que soit le nom dont on l'affuble pour le légitimer, retour sur investissement (return on equity), valeur pour l'actionnaire, quel que soit le moyen de l'obtenir en comprimant les coûts impitoyablement (cost-killing, downsizing), en extorquant une législation abusive sur la propriété (brevets sur le vivant) ou en construisant un monopole (Microsoft), il s'agit toujours du profit, moteur de l'économie de marché et du capitalisme à travers ses diverses mutations. Cette recherche du profit à tout prix se fait grâce à l'expansion de la production-consommation et la compression des coûts. Les nouveaux héros de notre temps sont les "cost-killers", ces managers que les firmes transnationales s'arrachent à prix d'or, leur offrant des matelas de stock options et des golden parachutes. Formés le plus souvent dans les business schools, qu'on devrait plus justement appeler école de la guerre économique, ces stratèges ont à cœur d'externaliser au maximum les charges et de les faire porter sur leurs employés, les sous-traitants, les pays du Sud, leurs clients, les États et les services publics, les générations futures mais, par dessus tout, sur la nature à la fois pourvoyeuse de ressources et poubelle. Tout capitaliste, tout financier, mais aussi tout homo oeconomicus (et nous le sommes tous plus ou moins) tend à devenir un "criminel" ordinaire plus ou moins complice de la banalité économique du mal [20].

Avec l'obsolescence programmée, la société de croissance possède l'arme absolue du consumérisme. Au bout de délais toujours plus brefs, les appareils et équipements, des lampes électriques jusqu'aux paires de lunettes, qui sont devenus des prothèses indispensables de notre corps tombent en panne par suite de la défaillance voulue d'un élément. Impossible de trouver une pièce de rechange ou un réparateur. Réussirait-on à mettre la main sur l'oiseau rare, qu'il en coûterait plus cher que de racheter du neuf (celui-ci étant fabriqué à prix cassé dans les bagnes du Sud-Est asiatique). Et c'est ainsi que des montagnes d'ordinateurs se retrouvent en compagnie avec des téléviseurs, des frigidai-

res, des lave-vaisselle, des lecteurs de DVD, des téléphones portables à encombrer poubelles et décharges avec des risques de pollution divers.

Le théorème de l'algue verte et la sagesse de l'escargot.

Croit-on vraiment qu'une croissance infinie est possible sur une planète finie ? Certes, et fort heureusement, notre terre n'est pas un système clos. Elle reçoit l'indispensable énergie solaire. Toutefois, même si la quantité reçue pouvait être considérablement mieux utilisée, elle reste limitée et ne change rien à la superficie disponible et au stock des matières premières. L'hubris, la démesure, du maître et possesseur de la nature a pris la place de l'antique sagesse d'une insertion dans un environnement exploité de façon raisonnée. Le délire quantitatif nous condamne à basculer dans l'insoutenable sous l'effet du "terrorisme des intérêts composés". C'est ce que j'appelle le théorème de l'algue verte [21].

Un jour, encouragée par l'usage excessif d'engrais chimiques de la part des agriculteurs riverains, une petite algue vient s'implanter sur un très grand étang. Bien que sa croissance annuelle soit rapide selon une progression géométrique de raison deux, nul ne s'en préoccupe. En effet, si le doublement est annuel et la surface couverte en 30 ans, au bout de la 24^e année seuls 3% de la surface du lac sont colonisés ! Sans doute commence-t-on à s'inquiéter quand elle a colonisé la moitié de la surface, faisant peser, dès lors, une menace d'eutrophisation, c'est-à-dire d'asphyxie de la vie subaquatique. Seulement, si elle a mis plusieurs décennies pour en arriver là, il suffira d'une seule année pour provoquer la mort irrémédiable de l'écosystème lacustre.

Nous sommes précisément arrivés à ce moment où l'algue verte a colonisé la moitié de notre étang. Si nous n'agissons pas très vite et très fort, c'est la mort par asphyxie qui nous attend bientôt. Épousant la raison géométrique qui préside à la croissance économique, l'homme occidental a renoncé à toute mesure. Avec une hausse du PNB par tête de 3,5% par an (progression moyenne pour la France entre 1949 et 1959), on aboutit à une multiplication par 31 en un siècle et par 961 en deux siècles ! Avec un taux croissance de 10%, celui actuel de la Chine, on obtient une multiplication par 736 en un siècle [22] ! A 3% de taux de croissance, on multiplie le PIB par 20 en un siècle, par 400 en deux siècles, par 8000 en trois siècles [23] ! Si la croissance engendrait mécaniquement le bien-être, on devrait vivre aujourd'hui dans un vrai paradis depuis le temps... C'est bien plutôt l'enfer qui nous menace.

Dans ces conditions, il serait urgent de retrouver la sagesse de l'escargot. Celui-ci nous enseigne non seulement la nécessaire lenteur mais une autre leçon plus nécessaire encore. "L'escargot, nous explique Ivan Illich, construit la délicate architecture de sa coquille en ajoutant l'une après l'autre des spires toujours plus larges, puis il cesse brusquement et commence des enroulements cette fois décroissants. C'est qu'une seule spire encore plus large donnerait à la coquille une dimension seize fois plus grande. Au lieu de contribuer au bien-être de l'animal, elle le surchargerait. Dès lors, toute augmentation de sa productivité servirait seulement à pallier les difficultés créées par cet agrandissement de la coquille au-delà des limites fixées par sa finalité. Passé le point limite d'élargissement des spires, les problèmes de la surcroissance se multiplient en progression géométrique, tandis que la capacité biologique de l'escargot ne peut, au mieux, que suivre une progression arithmétique" [24]. Ce divorce de l'escargot d'avec la raison

géométrique, qu'il avait lui aussi épousée pour un temps, nous montre la voie pour penser une société de "décroissance", si possible sereine et conviviale.

- [1] *Principi di economia politica*, Utet, Torino, 1979, pp. 748-751.
- [2] Après la publication par le "diplô", en novembre 2003, de mon article "Pour une société de décroissance", voir "La décroissance pourquoi ?", *Vert contact* 709. Avril 2004.
- [3] "Objectif décroissance : La croissance en question", *Campagnes solidaires. Mensuel de la confédération paysanne*. N° 182. février 2004.
- [4] voir *Politis* du 11/12/2003, dossier sur la décroissance.
- [5] Reprise par les "Verdi", objet de frictions entre Rifondazione et les autres partis de la coalition anti-Berlusconi. Paolo Cacciari a été élu député de Venise sur la liste de Rifondazione, après publication d'un plaidoyer en faveur de la décroissance, *Pensare la decrescita. Sostenibilità ed equità*, Cantieri Carta/edizioni Intra Moenia, 2006. Maurizio Pallante, auteur du manifeste *La decrescita Felice. La quantità della vita non dipende dal PIL* (Editori Riuniti, Roma 2005), est conseiller du nouveau ministre vert de l'environnement.
- [6] voir Simon Charbonneau, "Résister à la croissance des grandes infrastructures de transport" (à paraître).
- [7] Citons *Politis*, Carta, le Monde diplomatique et bien sûr Le journal "La décroissance" et son homologue italien, "La decrescita" et la revue *Entropia* (Parangon, Lyon).
- [8] Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Golias, Lyon 2005.
- [9] Cela voudrait dire à la lettre : "avancer en reculant".
- [10] Voir notre article "En finir une fois pour toute avec le développement" dans le diplô de mai 2001.
- [11] voir *Les nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°14, "Brouillons pour l'avenir : contributions au débat sur les alternatives", PUF, Paris/Genève 2003.
- [12] Voir notre livre *L'invention de l'économie*, Albin Michel, Paris 2005.
- [13] Pour la petite histoire de la décroissance, voir Jacques Grinevald, "Histoire d'un mot. Sur l'origine de l'emploi du mot décroissance", *Entropia* N° 1, octobre 2006.
- [14] Cochet Yves, *Pétrole apocalypse*, Fayard, 2005, p. 147.
- [15] "Une pépite d'or pur contient plus d'énergie libre que le même nombre d'atomes d'or dilués un à un dans l'eau de mer", *Ibid.* p. 153.
- [16] "Nous ne pouvons, écrit encore Nicolas Georgescu Roegen, produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction "meilleurs et plus grands" sans produire aussi des déchets "meilleurs et plus grands" Nicolas Georgescu Roegen, *La décroissance*, Présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, Sang de la terre, 1994. p. 63.
- [17] *Ibid.*
- [18] Besset, *op. cit.*, p. 251. Il ajoute : "Il inonde la nuit comme il accapare le jour, il cannibalise Internet, il colonise les journaux, imposant leur dépendance financière et amenant certains d'entre eux à se réduire à de pitoyables supports. Avec la télévision, il possède son arme de destruction massive, instaurant la dictature de l'audimat sur le principal vecteur culturel de l'époque. Ce n'est pas assez. La publicité prend aussi d'assaut l'univers privé, les boîtes aux lettres, les messageries électroniques, les téléphones, les jeux vidéo, les radios de salle de bains. Et voilà maintenant qu'elle se saisit du téléphone arabe (...) L'agression se déroule tous azimuts, la traque est permanente. Pollution mentale, pollution visuelle, pollution sonore"
- [19] Ruffolo Giorgio, *Crescita e sviluppo : critica e prospettive*. Falconara/Macerata 8/9 novembre 2006.
- [20] Voir nos analyses dans *Justice sans limites*. Fayard, 2003.
- [21] Variante du paradoxe du nénuphar d'Albert Jacquart. Albert Jacquart, *L'équation du Nénuphar* (Calmann-Lévy, 1998). Il fait aussi remarquer qu'avec un taux d'accroissement de 0,5% par an, la population humaine qui était d'environ 250 millions vers Jésus Christ serait de 5000 milliards aujourd'hui.
- [22] Bertrand de Jouvenel, *Arcadie, Essai sur le mieux vivre*. Paris, Seis, 1968.
- [23] Jean-Pierre Tétrais, p. 14.
- [24] Ivan Illich, "Le genre vernaculaire", in *Oeuvres complètes tome 2*, p. 292.